

de ces caractères est le Dr Jekyll ; je ne lui ferai pas non plus l'injure de lui dire que l'autre est M. Hyde, non, l'un est le partisan, le membre d'un gouvernement conservateur dont le but est de montrer toutes choses sous des couleurs roses, d'administrer au peuple du hackich ou toute autre potion dont l'effet est de produire des sensations illusoires. L'autre personnage est l'homme d'affaires, le capitaliste, directeur d'une institution financière dont le but est de faire voir les choses telles qu'elles sont, de manière à ne faire que des placements avantageux et à ne pas perdre d'argent. Lequel de ces deux personnages croirez-vous ? Le Secrétaire d'Etat, le politicien ou le capitaliste ? Quant à moi, mon choix est fait ; j'aime mieux en croire l'homme d'affaires que le politicien. Mais ce n'est pas tout ; je trouve aussi au bas de ce rapport le nom du député de Laval qui est pourtant un partisan de la politique nationale. J'y trouve aussi le nom du député d'Hochelaga qui a parlé sur cette même question, ces jours derniers, et qui a cité des extraits de ce rapport. Dans quel but faisait-il ces citations ? Dans le but d'établir que la propriété foncière de la province de Québec n'a pas diminué de valeurs ; mais il s'est bien gardé de citer la partie que je viens de citer moi-même. Il a cité un paragraphe affirmant que les débiteurs de la compagnie n'étaient pas en retard dans leurs paiements. Cela est possible. Il a encore cherché à établir que la compagnie avait été forcée de faire vendre un certain nombre de propriétés de ses débiteurs ; cinquante-quatre en tout, et qu'elles les avait rachetées elle-même ; que sur ce nombre, elle en avait revendu quatorze et que ces ventes avaient réalisé le total des placements originaires moins quelques cents piastres. En même temps il a déclaré que la compagnie ne prêtait sur propriété foncière que lorsque le gage était double du montant avancé, et, par là, il a démontré que, dans la province de Québec, la propriété avait diminué juste de cinquante par cent. Cependant nous ne nous querellerons pas à propos de tout ceci, acceptons, pour le moment, pour les besoins de l'argumentation, l'état de choses représenté par le Secrétaire d'Etat, non pas lorsqu'il s'adresse aux actionnaires du Crédit-Foncier-Franco-Canadien, mais lorsqu'il parle au peuple du Canada.

Le débat qui s'est clos dernièrement a démontré qu'il existe un fait affirmé par tous de ce côté-ci de la Chambre, admis par tous de l'autre côté ; non pas cependant admis par tous en paroles, mais lorsqu'il n'est pas admis en paroles, admis par des réticences plus significatives et plus éloquentes encore. Ce fait, c'est que la capacité de consommation du peuple canadien n'est pas égale à son pouvoir de production, et qu'il nous faut chercher ailleurs d'autres sources de consommation. Il existe de grandes différences d'opinion sur les moyens à employer, sur les nouveaux canaux à ouvrir, mais quant au fait lui-même, il ne se trouve pas une voix discordante. Et ce n'est pas un fait nouveau. Le même besoin se faisait sentir en 1877, et la même divergence d'opinion qui existe aujourd'hui, existait dans ce temps-là. Le parti conservateur croyait trouver un remède dans une politique de restriction. Nous avions foi dans la politique d'expansion. Le parti conservateur croyait que la politique nationale développerait ensemble et simultanément la production et la consommation, qu'elle nous ferait produire davantage, et qu'elle nous donnerait un marché local pour tout ce qui serait produit. Il ne peut plus être nié à cette heure-ci que c'était là une illusion. Le problème est encore le même aujourd'hui qu'à cette époque. Est-il possible de trouver dans le système fiscal en force un remède au mal ? Les députés de la droite affectent de le croire ; ils ont été prodigues d'éloges à la politique nationale, cependant ils supportent un gouvernement qui a pris l'engagement d'aller à Washington pour essayer d'y ouvrir un marché aux produits naturels. C'est là une étrange inconséquence. Mais inconséquence plus étrange encore ! Le gouvernement s'est engagé à traiter avec le gouvernement de Washington dans le but d'obtenir aux Etats-Unis un débouché pour nos produits naturels et cependant les députés de la droite ont entassé des montagnes de statistiques pour prouver qu'un tel traité serait désastreux pour le pays. Voici en ce qui concerne les produits naturels. Il reste une autre question. Est-il possible avec notre système fiscal actuel de trouver parmi nous un marché pour nos produits manufacturés ? Il est vrai que sous le système fiscal actuel on a inventé le moyen de résoudre le problème. La solution a été d'égaliser la consommation et la production, non pas en augmentant la production, mais en réduisant la production à l'exigüité du marché local. Cette méthode a été adoptée par toutes les industries que la politique nationale avait pour but de développer. Des millions de piastres ont été pris sur le capital du pays et placés dans des usines pour fabriquer des cotons et pour les produits de linages. Des milliers d'hommes ont été enlevés à leurs